

LES CONDITIONS DE PAIX

Une dépêche arrivée de Versailles nous annonce que les conditions de paix proposées par les Prussiens n'auraient pas fait mention de la cession de la Lorraine, de Pondichéry et des vingt vaisseaux de guerre.

L'Alsace et Metz seraient exigés par l'ennemi, et l'indemnité pécuniaire, quoique excessive, n'approcherait pas des dix milliards de francs dont on a parlé.

Il ne nous appartient pas de préjuger du plus ou moins d'authenticité de ces dépêches, mais tout en faisant nos réserves à ce sujet, nous ferons quelques réflexions sur la possibilité de voir admettre par la nation des traités qui compromettraient notre honneur et notre avenir.

C'est à l'Assemblée nationale issue d'un suffrage libre, nommée par la volonté de tous, que reviendra le droit de discuter ces hautes questions, et, quel que soit l'arrêt rendu par les députés, nous nous y soumettrons.

Nous devons appeler à cette assemblée tous les hommes politiques, sans souci de leurs sympathies personnelles pour tel ou tel mode de gouvernement; toute exclusion d'hommes connus par leur haute intelligence, leur habitude des affaires, serait un crime de lèse-nation.

Le mandat à remplir est purement diplomatique; il exige de la part des élus, une abnégation à toute épreuve, un patriotisme éclairé, une énergie sans égale.

C'est une mission de dévouement, s'il en fut jamais; c'est une responsabilité dangereuse, mais qui ne sera pas sans gloire. Il s'agit de sauver la France, de la rendre capable de réparer ses malheurs par une paix féconde, ou de la pousser à une guerre plus terrible encore que celle que nous supportons depuis plusieurs mois avec courage et persévérance.

Il est indispensable que tous les partis, que toutes les classes de la société apportent leur concours à l'élection et nomment leurs candidats. Alors nous pourrions nous reposer sur la sagesse des représentants du pays, quant au soin de veiller à nos intérêts les plus chers. Pourvu qu'ils aient été élus sans entrave administrative, ils formeront une Assemblée qui émettra hardiment la pensée de la majorité des Français, et qui aura plein pouvoir pour résoudre toutes les questions.

Les élections qui vont avoir lieu ne doivent représenter qu'un seul parti, celui de la nation; elles sont faites, nous le répétons, dans le but de confier le sort de la patrie à des hommes assez dévoués pour n'avoir à cœur que cette idée bien arrêtée: arracher la France de l'abîme dans lequel elle est précipitée, ne pas compromettre son honneur, son avenir, et ne pas l'exposer sans motifs sérieux aux souffrances déjà trop cruelles qu'elle a subies.

Nous devons attendre beaucoup de notre gouvernement futur, qui doit être assez fort pour faire comprendre à l'Allemagne que, malgré ses revers, la France est immuable dans ses destinées, et que ses trente-huit millions de citoyens ne sauraient être conquis.

L'Empereur d'Allemagne et M. de Bismarck écouteront, il faut l'espérer, la voix de la sagesse et de la prudence, lorsqu'ils verront la France unie et ravivée par un appel au peuple. Ils comprendront que la modération est la meilleure politique, que notre pays peut être affaibli, mais non définitivement vaincu, et que les exigences les plus outrées ne parviendront pas à dompter notre énergie, notre courage, notre esprit de nationalité.

L'Europe est intéressée à voir une paix honorable conclue entre les deux belligérants. La reprise des hostilités lui serait par trop préjudiciable, et, tant pour sa propre cause que pour celle de l'humanité, elle ne pourrait tolérer plus longtemps une pareille calamité.

Le vainqueur, trop exigeant, deviendrait l'agresseur; il menacerait tous les peuples, le jour où il rendrait toute paix impossible, en demandant des conditions que l'honneur, que la raison même ne sauraient faire accepter.

Que M. de Bismarck ne s'y trompe pas, et sa sagacité est du reste parfaitement édifiée à cet égard: les élus de la nation française n'accepteront jamais les traités de paix déraisonnables et incompatibles avec la dignité nationale. Quoique prêts à payer largement la dette du vaincu, ils ne se laisseront pas asservir; forts de leur mandat et de la justice de leur cause, ils demanderont un appui moral aux autres peuples, et ils seraient écoutés; ils obtiendraient même davantage; une coalition ne tarderait pas à se former et à leur donner des alliés.

Mais nous ne croyons pas que les termes de paix indiqués par les télégrammes de Berlin aient le moindre caractère officiel, et que l'Empereur d'Allemagne ait l'intention d'exiger nos vaisseaux, nos colonies, ou toute autre condition inacceptable; le grand chancelier de l'Empire ne peut vouloir se faire un ennemi irréconciliable et augmenter les sympathies européennes pour la France.

Il existe de part et d'autre, on ne peut le nier, un fond sérieux de bonne volonté, un désir exprimé de conclure des arrangements définitifs et de terminer la sanglante épopée qui vient d'accabler les deux pays; ainsi le grand chancelier répond au décret anarchique de M. Gambetta, qui lance l'ostracisme sur une partie importante de la nation française, que la Prusse, ne pouvant traiter qu'avec un gouvernement régulier, ne reconnaîtra comme représentants du peuple français que ceux dont l'élection aura été librement faite. Hélas! est-ce donc à la Prusse qu'il nous faudra devoir la liberté du vote, déniée par la démocratie?

Il est grand temps, ce nous semble, que le peuple français redevenue maître de lui-même, et qu'il ne se laisse pas plus longtemps égarer par les fausses promesses d'un triumvirat qui le conduit à sa ruine, qui a causé son humiliation, et qui encore aujourd'hui force l'ennemi à intervenir même dans nos affaires de politique intérieure. N'est-il pas triste d'avouer que c'est à un gouvernement libéral que l'application du suffrage universel, cette belle conquête de nos révolutions, devra d'être protégée par la présence des Prussiens en France?

Est-il possible de tolérer plus longtemps à la tête des départements de l'intérieur et de la guerre, un homme qui ne craint pas de livrer plus d'un quart de la France à la fureur des démagogues, qui se sépare ouvertement de ses collègues du Gouvernement de la Défense nationale, et qui, à l'heure du danger, devant l'ennemi, ne craint pas de conspirer contre la liberté du peuple et de compromettre le salut de la patrie?

Aujourd'hui le Dictateur et ses amis trouvent un prétexte à leur rébellion envers le Gouvernement provisoire dans les termes de paix attribués à M. de Bismarck; mais nous, qui suivons le cours des événements à date fixe, nous n'avons pas oublié que la proclamation du ministre de l'intérieur et de la guerre était antérieure de deux jours à l'envoi de la dépêche allemande; nous n'avons pas oublié que la première raison alléguée par M. Gambetta, pour agir en dehors de ses collègues, était fondée sur ce que la capitulation de Paris et l'armistice avaient été conclus sans son consentement.

C'est donc sous les prétextes les plus futiles que la Délégation de Bordeaux a plongé la France dans des misères dont nous ne pouvons calculer l'étendue, et dans le commencement d'une anarchie qui deviendra fatale si nous n'arrêtons ses progrès pernicieux.

Aussi le répétons-nous encore, tous les drapeaux doivent loyalement se confondre devant le danger commun, c'est la fusion du Grand Parti de l'Ordre qui doit réunir tous les citoyens honnêtes pour lutter contre l'invasion et contre l'anarchie.

Nous ne cessons de protester contre tout ostracisme qui tenterait de priver tout citoyen français du droit de contribuer au salut de la patrie. Au nom de la liberté, nous demandons que le suffrage universel ne soit pas un vain mot, et que la France entière soit appelée à régler ses destinées.

Le correspondant particulier du *Daily News* lui écrit de Bordeaux, le 3 février, que le conflit entre MM. Jules Simon et Gambetta s'accroît de plus en plus. Le premier cherche en vain à promulguer son décret. Il ne peut disposer d'un poteau d'affichage et craint de se montrer dans les rues. Le seul journal qui ait publié le décret est le *Journal de Bordeaux*. Gambetta maintient son décret à tous risques et périls.

On lit dans le *Français*.

On assure que M. Laurier a déposé... non pas son rapport sur la situation financière, mais sa démission.

M. Allain Targé se serait également démis de la préfecture de la Gironde.

Enfin M. Ranc, directeur général de la police aurait, dit-on, quitté son poste officiel et pris la route de Lyon avec une mission particulière de M. Gambetta.

On parle de plusieurs autres démissions, mais nous ne reproduisons ces bruits que sous toutes réserves.

Courrier de Bordeaux

Correspondance particulière du *Journal de Roubaix*.

Mercredi, 1er février.

Une seconde édition du *Moniteur* qui a paru à 9 heures contenait une proclamation qui était à la fois une protestation contre l'armistice signé par le gouvernement de Paris et un appel aux armes. Ce soir la troisième édition du *Moniteur* contenait le décret concernant les élections. Le premier de ces deux actes émane de M. Gambetta seul et lui seul en a la responsabilité; le second porte la signature des quatre membres de la délégation: la responsabilité en est assumée par tous.

La proclamation de M. Gambetta aurait un certain caractère de grandeur; elle serait l'acte d'une âme fière et énergique, et si nous ne l'approuvions pas, nous aurions un sentiment de respect pour le citoyen; mais il faudrait pour cela que M. Gambetta fût un simple citoyen. Ce que nous pourrions admirer chez le citoyen, nous ne pouvons que le blâmer chez le ministre quand on est investi d'une dictature. Quand on dispose de la vie de milliers d'hommes, quand on dispose de la fortune d'un grand pays, le premier de tous les devoirs est de conserver le calme de son intelligence, et de ne jamais parler ni agir sous l'influence de la colère; or, la colère seule, peut expliquer les trois erreurs dans lesquelles est tombé le jeune ministre: d'abord il se met en conflit avec le gouvernement de Paris dont il n'est que le délégué; ensuite il décide de la guerre quand la décision appartient à la nation seule.

M. Gambetta est engagé dans une mauvaise voie, celle où l'on ne prend que la passion pour guide; c'est une voie dangereuse au bout de laquelle se trouve la guerre civile, et nous croyons que son patriotisme reculera devant une pareille extrémité.

Mais le fait le plus grave de la journée, c'est la publication du décret concernant les élections. On assure que M. Gambetta, qui a toujours été opposé à la convocation d'une chambre, a consenti à signer le décret qu'à la condition qu'il frapperait toute une catégorie de citoyens. Ses adversaires politiques déclarent déjà qu'il a commis un attentat contre le suffrage universel. Pour nous, nous n'hésiterions pas à reconnaître qu'il a voulu faire un coup d'Etat, si nous ne considérions pas ce décret comme le testament politique de la Délégation de Bordeaux.

Nous nous attendons par conséquent, à voir paraître au *Moniteur*, demain matin, la nouvelle de la démission des quatre membres de la Délégation. Leur retraite dans de semblables conditions ne manquerait pas de dignité. Leur maintien au pouvoir serait le signal d'un conflit entre le gouvernement de Paris et sa Délégation; et si le conflit éclatait, la province n'obéirait certainement pas à la seconde.

Nous avons ici, à Bordeaux, quelques énergumènes qui réclament le rétablissement de l'échafaud politique: ce sont les orateurs des réunions publiques et ils ont des amis qui les applaudissent. Mais dans nos villes de province tout le monde se connaît: on sait ce qu'il faut penser de ces braillards qui se garderaient bien d'aller au devant des Prussiens: on les laisse crier; c'est tout ce qu'ils sont capables de faire.

M. Jules Simon est arrivé ici à deux heures; il était accompagné de M. Lavrotton. On le dit muni des pleins pouvoirs du Gouvernement de Paris, mais en même temps chargé de faire exécuter plusieurs décrets, entre autres le décret concernant les élections et qui n'a rien de commun avec celui que le *Moniteur* a publié aujourd'hui.

M. Jules Simon, en arrivant, a eu une longue conférence avec les membres de la Délégation: nous en ignorons encore le résultat, et nous ne voulons pas nous en rapporter aux bruits qui courent ce soir et d'après lesquels M. Gambetta aurait tout-à-fait converti M. J. Simon à ses idées. Quoique nous connaissions l'indécision d'esprit qui a toujours été le côté faible de l'honorable délégué du gouvernement nous avons la conviction qu'il remplira la mission dont il a été chargé et n'outrépassera pas ses pouvoirs.

Il y a ici un certain nombre de sénateurs et d'anciens députés. Comme vous devez bien le penser le décret qui crée une nouvelle loi électorale, qui supprime d'un trait de plume tant d'éligibles, a causé une vive émotion. On dit que plusieurs anciens députés qui voulaient voir M. Gambetta n'ont pas été reçus par lui.

Le bruit courait ce soir que M. Latour du Moulin, se trouvant à Toulouse, avait été arrêté par l'ordre du citoyen préfet Duportal.

Une dépêche de M. Jules Favre, en réponse à la dépêche de M. Gambetta est arrivée aujourd'hui: elle n'a pas été communiquée au public. En tout cas, le bruit de la mort de M. J. Favre, qui aurait été tué sur une barricade se trouve ainsi démenti.

On annonce l'arrivée à Bordeaux d'un certain nombre de délégués des comités radicaux de plusieurs villes de France: leur intention serait de constituer un comité de salut public sous la présidence de M. Gambetta; il s'agirait d'organiser une parodie de la terreur. Grands mots, petits hommes!

CH. CAHOT.

Dépêches télégraphiques

(Service particulier du *Journal de Roubaix*.)

Londres, 6 février. Plusieurs convois chargés de vivres sont entrés à Paris le 4.

914 prisonniers ont été échangés mardi à Creteil.

Versailles, 3 février.

Il n'y a plus de finances à Paris. On a rendu 3,000 chevaux à la Compagnie des Omnibus. Sur les 400,000 qu'il y avait dans Paris, on en a abattu 66,000 pour la consommation.

Versailles, 3 février.

Pendant toute la période du siège, il n'y eu que cinq suicides à Paris.

Berlin, 4 février.

Le bruit court que M. de Bismarck a proposé à M. Jules Favre d'acheter le Luxembourg pour le transférer à la Prusse en échange de Metz.

D'après une dépêche adressée de Berlin au *Times*, l'Angleterre a engagé la Prusse à accorder à la France des conditions de paix modérées.

Le *Daily-Telegraph* dit que le Czar, en félicitant le roi Guillaume à l'occasion de sa nouvelle dignité, lui a recommandé d'accorder à la France des conditions de paix douces.

On écrit d'Avesnes:

Je viens de voir un déserteur polonais qui me dit qu'il précède une vingtaine de ses camarades; ils ne veulent plus servir la Prusse et vont s'engager dans la légion étrangère. Il me dit que les Bavares, Saxons et Wurtembergeois sont résolus à ne plus continuer la guerre depuis la proclamation de la République.

Il m'a déclaré que les pertes des Allemands étaient estimées dans l'armée prussienne à 125,000 tués et blessés. Le général Mormen a été tué dans une charge à la baïonnette.

Ce Polonais me disait qu'ayant avec un soldat prussien fait un mobile prisonnier, il avait délivré ce dernier en tuant son camarade.

Des soldats allemands viennent se promener en civil dans l'arrondissement, croyant la paix faite.

Les avis continuent à être fort partagés sur la conduite du commandant de place de Péronne. Une autorité compétente du département aurait raconté que trois jours avant la capitulation, un franc-tireur, vêtu en campagnard, avait réussi à franchir les lignes prussiennes et avait apporté au sous-préfet de Cambrai un billet caché dans sa pipe, dans lequel le sous-préfet de Péronne annonçait à son collègue que la ville était à moitié détruite, que le bombardement continuait et qu'il était impossible de résister plus longtemps, s'il n'arrivait des secours.

Le sous-préfet de Cambrai répondit en adjurant celui de Péronne de patienter, de résister trois jours encore, que le général Faidherbe arrivait au secours de la ville. Malheureusement, le franc-tireur qui devait porter ces mots se grisa à Cambrai et les autorités de Péronne ne recevant aucune nouvelle, se trouvant en présence d'une population affamée, affolée par le bombardement, par l'incendie et la maladie, ne crurent pas devoir prolonger plus longtemps la résistance.

On nous mande de Gouzeaucourt, près Cambrai, que l'armistice n'y est point observé, puisqu'on a pillé dans cette commune le 2 février. Ce n'est peut-être qu'un fait isolé dont les autorités françaises auront réparation des chefs prussiens.

On écrit de devant Belfort, 1er février, à la *Gazette de Cologne*:

Le bombardement continue avec une énergie qui ne se ralentit pas. Sans doute le commandant de la forteresse, le colonel Darsert, est un homme très résolu; mais la puissance de nos batteries est trop grande pour qu'il puisse résister longtemps. Franchement, il devrait capituler tout de suite, car peu importe qu'il tienné huit ou quinze jours de plus, maintenant qu'il ne peut plus être débloqué par l'armée de Bourbaki.

Nous avons, après beaucoup de peines, ouvert la 3e parallèle contre Danjoutin. Nos pertes sont assez considérables, plus considérables que celles que nous avons subies devant Strasbourg.

Le bombardement de Belfort continue avec vigueur. Les tranchées entre Danjoutin et la Pérouse sont ouvertes depuis quelques jours. Malgré un bombardement formidable, la place de Belfort paraît se maintenir encore, parce qu'elle est bien pourvue de munitions et de provisions de bouche. Mais ce qui est bien inquiétant pour tous les défenseurs, c'est que la variole sévit dans la place et fait de nombreuses victimes.

Une dépêche du général Pourcek au ministre, en date du 28 janvier, donne les détails suivants sur l'évacuation de Blois par les Allemands:

Nos colonnes en marche sur Blois ont trouvé évacués les villages qui avaient été

attaqués hier par nos reconnaissances; mais à 4 kilomètres de Blois, l'infanterie ennemie, placée derrière des embuscades et des maisons crénelées du faubourg de Vienne, a ouvert sur nos troupes de colonne un feu très-vif.

La fusillade a continué pendant deux heures avec une violence extrême; la nuit tombante, mais un dernier effort de nos soldats qui se sont jetés résolument en avant et ont traversé le faubourg sans de course sous le feu de l'ennemi, nous a rendus définitivement maîtres de la rive gauche.

Au même instant, le pont miné sautait en l'air, et d'énormes gerbes de feu brûlaient le tablier provisoire établi sur l'arche qui avait déjà été rompue.

L'ennemi s'est retiré en désordre sur la rive droite, mais son mouvement a été si précipité qu'il a laissé entre nos mains une partie de ses munitions, dont un capitaine hessois, et ses blessés, parmi lesquels des officiers de divers corps. Nous avons déjà fait une centaine de prisonniers, et on continue à fouiller les maisons où l'on en trouve encore.

Un grand nombre d'armes et de munitions sont tombées entre nos mains. Nous avons eu 3 hommes tués; le chiffre de nos blessés est de 10 environ, parmi lesquels quelques officiers.

On écrit de Versailles au *Daily Telegraph* qu'à Garches et à Saint-Cloud il n'est pas resté une seule maison debout. Les ruines forment, sur certains points, des monceaux qui ne permettent plus de reconnaître les limites des propriétés. On y assiste journellement à des scènes de désespoir de la part de ceux qui, espérant rentrer chez eux, retrouvent à peine la place de leur ancienne demeure.

Le 30 janvier, l'Empereur a visité le Mont-Valérien.

Le château du prince Napoléon à Meudon n'a conservé que sa façade. Tout l'intérieur en est détruit.

Sèvres a moins souffert que Saint-Cloud; le chemin de cette dernière localité à Issy est semé de débris de meubles qui servaient à entretenir les feux sur la route.

Depuis l'armistice, quelques Parisiens s'aventurent en dehors de l'enceinte de Paris à la recherche de légumes; on y voit des éclaireurs de la Seine, des gardes mobiles, des artilleurs de la ligne et même des femmes du demi-monde.

Un correspondant raconte que pendant une excursion qu'il a faite accompagnant un corps de soldats allemands à Bondy, il entendit en passant les paysans de la route murmurer le mot de barbares. L'entrée de Bondy s'élevait quelques barricades construites de terre glaise, de pavés et de troncs d'arbres, qui faisaient l'admiration des officiers allemands. Bondy a été aussi maltraité que Bazilles, et, comme à Saint-Cloud, on n'y trouverait plus un toit pour s'abriter. Ce village, autrefois si peuplé et si considérable, est aujourd'hui tout à fait désert, et il n'y a peut-être pas en France, parmi les localités qui ont subi des bombardements, une seule présentant une suite plus désolante de ruines.

De Bondy à Paris, sur une route d'une lieue de longueur, tous les arbres ont été coupés. Il faudra cinquante ans pour réparer les désastres du bombardement de ce côté.

Noisy a conservé la moitié de ses maisons. Romainville a peu souffert.

Le même correspondant a assisté à l'entrée des Allemands au fort Noisy. Le commandant français en livrait la place pleurant ainsi que les deux officiers qui se trouvaient à ses côtés.

En allant du Vert-Galand à Livry, nous rencontrâmes une procession de chariots français venant des forts, où ils ont été employés à charrier des munitions. Il y en avait une trentaine. Les chevaux qui les traînaient étaient dans un état des plus pitoyables. On eût dit des cadavres ambulants. A peine s'en trouvait-il un qui eût une livre de chair sur les os; les autres étaient presque tous de poil blanc. Non-seulement on voyait leurs os, mais le sang rare qui coulait dans leurs veines donnait à leur pelage des reflets tirant vers le rose. Des réclamations d'horreur éclatèrent sur leur passage. Les hommes et les jeunes garçons qui les conduisaient, avec leurs vieux manteaux en lambeaux, semblaient avoir à peine la force de lever leurs sabots pour accomplir leur triste marche.

Il paraît que Rosny est miné. Mais un officier français a donné sa parole d'honneur qu'on ne fera pas sauter les Prussiens. Les toits des casernes ont été effondrés en cinquante endroits, et c'est à peine s'il reste un carreau de vitre entier dans tous les bâtiments. Les étages supérieurs sont inhabitables, mais le rez-de-chaussée et les caves ont été mis à l'abri au moyen de poutres énormes pour empêcher les bombes de pénétrer.

En revenant nous traversâmes le village de Rosny. Les batteries allemandes l'ont à moitié détruit. En revanche, les Français ont fait de grands ravages au Raincy, joli village entouré de bosquets et de jardins.